*Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 148 del 7 giugno 1976*

*Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I*

# GAZZETTA UFFICIALE
## DELLA REPUBBLICA ITALIANA

*PARTE PRIMA* ROMA - Lunedì, 7 giugno 1976 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 28 aprile 1976, n. **381.**

**Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa alla responsabilità civile derivante dal trasporto marittimo di sostanze nucleari, firmata a Bruxelles il 17 dicembre 1971.**

LEGGE 28 aprile 1976, n. **382.**

**Ratifica ed esecuzione dell'accordo europeo concernente le persone che partecipano a procedure davanti alla Commissione e alla Corte europee dei diritti dell'uomo, adottato a Londra il 6 maggio 1969.**

LEGGE 28 aprile 1976, n. **383.**

**Approvazione ed esecuzione dell'accordo tra gli Stati membri della Comunità europea del carbone e dell'acciaio e la Comunità europea del carbone e dell'acciaio da un lato, e la Repubblica di Finlandia dall'altro, con allegato, protocolli e atto finale, firmato a Bruxelles il 5 ottobre 1973.**

LEGGE 5 maggio 1976, n. **384.**

**Approvazione ed esecuzione dello scambio di note tra il Governo della Repubblica italiana e l'Agenzia internazionale dell'energia atomica (AIEA) concernente i contributi al finanziamento del Centro internazionale di fisica teorica di Trieste, firmato a Vienna il 7-8 agosto 1974.**

# LEGGI E DECRETI

LEGGE 28 aprile 1976, n. **381**.

**Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa alla responsabilità civile derivante dal trasporto marittimo di sostanze nucleari, firmata a Bruxelles il 17 dicembre 1971.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione relativa alla responsabilità civile derivante dal trasporto marittimo di sostanze nucleari, firmata a Bruxelles il 17 dicembre 1971.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 6 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 28 aprile 1976

LEONE

MORO — RUMOR — BONIFACIO — DONAT-CATTIN — GIOIA

Visto, *il Guardasigilli:* BONIFACIO

ALLEGATO

# CONVENTION RELATIVE A LA RESPONSABILITE CIVILE DANS LE DOMAINE DU TRANSPORT MARITIME DE MATIERES NUCLEAIRES

Les Hautes Parties Contractantes,

CONSIDERANT que la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire du 29 juillet 1960 et son Protocole Additionnel du 28 janvier 1964 (dénommée ci-après « Convention de Paris ») et que la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires du 21 mai 1963 (dénommée ci-après « Convention de Vienne »), prévoient qu'en cas de dommage causé par un accident nucléaire survenu au cours d'un transport maritime de matières nucléaires couvert par ces Conventions, l'exploitant d'une installation nucléaire est la personne responsable de ce dommage,

CONSIDERANT que des dispositions semblables existent dans les lois nationales en vigueur dans certains Etats,

CONSIDERANT que l'application de toute convention internationale antérieure dans le domaine du transport maritime est toutefois maintenue,

DESIREUSES de faire en sorte que l'exploitant d'une installation nucléaire soit responsable à l'exclusion de toute autre personne en cas de dommage causé par un accident nucléaire survenu au cours d'un transport maritime de matières nucléaires,

SONT CONVENUES de ce qui suit:

## Article Premier

Toute personne qui, en vertu d'une convention internationale ou d'une loi nationale applicables dans le domaine du transport maritime, est susceptible d'être rendue responsable d'un dommage causé par un accident nucléaire, est exonérée de sa responsabilité:

*a*) si l'exploitant d'une installation nucléaire est responsable de ce dommage en vertu de l'une ou l'autre des Conventions de Paris ou de Vienne, ou

*b*) si l'exploitant d'une installation nucléaire est responsable de ce dommage en vertu d'une loi nationale relative à la responsabilité pour de tels dommages, à condition que cette loi soit à tous égards aussi favorable aux personnes pouvant subir des dommages que l'une ou l'autre des Conventions de Paris ou de Vienne.

## Article 2

1. L'exonération prévue à l'article premier s'applique aussi en ce qui concerne un dommage causé par un accident nucléaire:

*a*) à l'installation nucléaire elle-même ou aux biens qui se trouvent sur le site de cette installation et qui sont ou doivent être utilisés en rapport avec elle,

*b*) au moyen de transport sur lequel les matières nucléaires en cause se trouvaient au moment de l'accident nucléaire,

dont l'exploitant de l'installation nucléaire n'est pas responsable du fait que sa responsabilité pour ce dommage a été exclue conformément aux dispositions de l'une ou l'autre des Conventions de Paris ou de Vienne, ou, dans les cas visés à l'article premier, alinéa *b*), par des dispositions équivalentes de la loi nationale susmentionnée.

2. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 n'affectent pas la responsabilité de toute personne physique qui a causé le dommage par un acte ou une omission procédant de l'intention de causer un dommage.

Article 3

Aucune disposition de la présente Convention n'affecte la responsabilité de l'exploitant d'un navire nucléaire pour un dommage causé par un accident nucléaire dans lequel sont impliqués le combustible nucléaire ou les produits ou déchets radioactifs de ce navire.

Article 4

La présente Convention l'emporte sur les Conventions internationales dans le domaine des transports maritimes qui, à la date à laquelle la présente Convention est ouverte à la signature, sont en vigueur ou ouvertes à la signature, à la ratification ou à l'adhésion mais seulement dans la mesure où ces Conventions seraient en conflit avec elle; toutefois, le présent article n'affecte pas les obligations qu'ont les Parties contractantes à la présente Convention envers les Etats non contractants du fait de ces Conventions internationales.

Article 5

1. La présente Convention est ouverte à la signature à Bruxelles et reste ouverte à la signature à Londres au siège de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (dénommée ci-après « l'Organisation ») jusqu'au 31 décembre 1972 et reste ensuite ouverte à l'adhésion.

2. Les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies, de l'une quelconque de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ou Parties au Statut de la Cour internationale de Justice peuvent devenir parties à la présente Convention par:

*a*) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation;

*b*) signature sous réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, suivie de ratification, acceptation ou approbation; ou

*c*) adhésion.

3. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument en bonne et due forme auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

Article 6

1. La présente Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date à laquelle cinq Etats, soit l'ont signée sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, soit ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

2. Pour tout Etat qui ultérieurement signe la présente Convention sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation ou dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date de la signature ou du dépôt.

Article 7

1. La présente Convention peut être denoncée par l'une quelconque des Parties contractantes à tout moment à compter de la date à laquelle la Convention sera entrée en vigueur à l'égard de cet Etat.

2. La dénonciation s'effectue par notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation.

3. La dénonciation prend effet un an après la date de réception de la notification par le Secrétaire général de l'Organisation ou à l'expiration de toute période plus longue qui pourrait être spécifiée dans cette notification.

4. Nonobstant une dénonciation effectuée par une Partie contractante conformément au présent article, les dispositions de la présente Convention restent applicables pour tout dommage causé par un accident nucléaire survenu avant que cette dénonciation ne prenne effet.

Article 8

1. L'Organisation des Nations Unies, lorsqu'elle assume la responsabilité de l'administration d'un territoire, ou toute Partie contractante à la présente Convention qui assume la responsabilité des relations internationales d'un territoire, peut, à tout moment, par notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation, faire connaître que cette extension a eu lieu.

2. L'application de la présente Convention est étendue au territoire désigné dans la notification à partir de la date de réception de celle-ci ou telle autre date qui y serait indiquée.

3. L'Organisation des Nations Unies, ou toute Partie contractante ayant fait une déclaration en vertu du premier paragraphe du présent article, peut à tout moment, après la date à laquelle l'application de la Convention a été ainsi étendue à un territoire, faire connaître, par notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation que la présente Convention cesse de s'appliquer au territoire désigné dans la notification.

4. La présente Convention cesse de s'appliquer au territoire désigné dans la notification un an après la date de sa réception par le Secrétaire général de l'Organisation ou à l'expiration de toute autre période plus longue spécifiée dans la notification.

Article 9

1. L'Organisation peut convoquer une conférence ayant pour objet de réviser ou d'amender la présente Convention.

2. L'Organisation convoque une conférence des Parties contractantes à la présente Convention ayant pour objet de la réviser ou de l'amender à la demande du tiers au moins des Partie contractantes.

Article 10

Une Partie contractante pourra formuler des réserves correspondant à celles qu'elle aura valablement formulées à la Convention de Paris ou à la Convention de Vienne. Les réserves pourront être faites au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion.

Article 11

1. La présente Convention sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation:

*a*) informe tous les Etats qui ont signé la Convention ou y ont adhéré:

*i*) de toute signature nouvelle et de tout dépôt d'instrument et de la date à laquelle cette signature ou ce dépôt sont intervenus,

*ii*) des réserves faites conformément à la présente Convention,

*iii*) de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention,

*iv*) de toute dénonciation de la présente Convention et de la date à laquelle celle-ci prend effet,

*v*) de l'extension à tout territoire de la présente Convention en vertu du paragraphe 1 de l'article 8 et de la cessation de toute extension susdite en vertu du paragraphe 4 du même article, en indiquant dans chaque cas la date à laquelle l'extension de la présente Convention a pris ou prendra fin,

*b*) transmet des copies certifiées conformes de la présente Convention à tous les Etats signataires de cette Convention et à tous les Etats qui y ont adhéré.

3. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Secrétaire général de l'Organisation en transmet une copie certifiée conforme au Secrétariat des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa publication conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article 12

La présente Convention est établie en un seul exemplaire en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi. Il en est établi des traductions officielles en langues russe et espagnole qui sont préparées par le Secrétariat de l'Organisation et déposées avec l'exemplaire original revêtu des signatures.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements, ont signé la présente Convention.

FAIT à Bruxelles le dix-sept décembre 1971.

*Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique*

Sous réserve de ratification parlementaire

A. LILAR

(17 décembre 1971)

*Pour le Gouvernement de la République fédérative du Brésu*

Subject to ratification

G. E. DO NASCIMENTO E SILVA AYRTON SÁ PINTO DE PAIVA

(17 décembre 1971)

*Pour le Gouvernement du Royaume du Danemark*

Subject to ratification

ERLING ENGOLBRECHT KRISTIANSEN

(25 septembre 1972)

*Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne*

Subject to ratification and the reservation made at the time of signature of the present Convention (1)

RUPPRECHT VON KELLER, RUDOLF FRANTA

(17 décembre 1971)

---

(1) « Pursuant to Article 10 of the Convention relating to Civil Liability in the Field of Maritime Carriage of Nuclear Material, the Federal Republic of Germany reserves the right to provide, by national law, that the persons liable under an international convention or national law applicable in the field of maritime transport may continue to be liable in addition to the operator of a nuclear installation on condition that these persons are fully covered in respect of their liability, including defence against unjustified actions, by insurance or other financial security obtained by the operator ».

*Pour le Gouvernement de la République de Finlande*
With reservation as to ratification
OTSO WARTIOVAARA
(12 avril 1972)

*Pour le Gouvernement de la République française*
Sous réserve d'approbation
R. JEANNEL
(17 décembre 1971)

*Pour le Gouvernement de la République italienne*
Sous réserve de ratification
GIROLAMO PIGNATTI MORANO DI CUSTOZA
(17 décembre 1971)

*Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège*
Subject to ratification
PAUL KOHT
(10 août 1972)

*Pour le Gouvernement de la République portugaise*
Sous réserve de ratification
A. RAMOS DE PAULA COEHLO
(17 décembre 1971)

*Pour le Gouvernement du Royaume de Suède*
Subject to ratification
ULF K. NORDENSON
(17 décembre 1971)

*Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*
Subject to ratification
M. J. KERRY
(17 décembre 1971)

*Pour le Gouvernement de la République fédérative socialiste de Yougoslavie*
Sous réserve de ratification
V. BRAJKOVIĆ
(17 décembre 1971)

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
RUMOR

TRADUZIONE NON UFFICIALE

*N.B.* — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

# CONVENZIONE SULLA RESPONSABILITÀ CIVILE IN MATERIA DI TRASPORTO MARITTIMO DI SOSTANZE NUCLEARI

Le Alte Parti Contraenti,

CONSIDERANDO che la Convenzione di Parigi sulla responsabilità civile in materia di energia nucleare del 29 luglio 1960 e il suo Protocollo aggiuntivo del 28 gennaio 1964 (qui appresso indicata « Convenzione di Parigi ») e che la Convenzione di Vienna sulla responsabilità civile in materia di danni nucleari del 21 maggio 1963 (qui appresso indicata « Convenzione di Vienna »), prevedono che, in caso di danno causato da un incidente nucleare sopraggiunto nel corso di un trasporto marittimo di materiali nucleari di cui alle suddette Convenzioni, sia il gestore di un impianto nucleare la persona responsabile di tale danno,

CONSIDERANDO che disposizioni analoghe esistono nelle leggi nazionali in vigore in alcuni Stati,

CONSIDERANDO che l'applicazione di ogni convenzione internazionale anteriore, in materia di trasporti marittimi, è pur sempre mantenuta,

DESIDEROSI di far sì che solo il gestore di un impianto nucleare sia il responsabile, ad esclusione di ogni altra persona, nel caso di danno causato da un incidente nucleare che dovesse verificarsi durante il trasporto marittimo di materiali nucleari,

HANNO CONVENUTO quanto segue:

## Articolo 1

Qualsiasi persona che, in base ad una convenzione internazionale o ad una legge nazionale applicabili in materia di trasporti marittimi, possa essere ritenuta responsabile di un danno causato da un incidente nucleare, viene esonerata da responsabilità:

*a*) se il gestore di un impianto nucleare è responsabile di tale danno in base alla Convenzione di Parigi o alla Convenzione di Vienna, ovvero

*b*) se il gestore di un impianto nucleare è responsabile di questo danno in base ad una legge nazionale relativa alla responsabilità per simili danni, sempre che detta legge sia favorevole, sotto ogni aspetto, allo stesso modo in cui lo sono le Convenzioni di Parigi o di Vienna, per danni a persone da queste previsti.

## Articolo 2

1. L'esonero previsto all'articolo 1 si applica anche per quanto riguarda un danno causato da un incidente nucleare:

*a*) all'impianto nucleare stesso o ai beni che si trovano sul luogo di tale impianto e che sono o devono essere utilizzati in rapporto con detto impianto,

*b*) al mezzo di trasporto, sul quale si trovano i materiali nucleari stessi al momento dell'incidente nucleare, di cui il gestore dell'impianto nucleare non sia responsabile a motivo del fatto che la sua responsabilità per tale danno è stata esclusa conformemente alle disposizioni della Convenzione di Parigi o di Vienna, o, nei casi previsti dall'articolo 1 *b*), da disposizioni equivalenti della summenzionata legislazione nazionale.

2. Tuttavia, le disposizioni del paragrafo 1 non pregiudicano la responsabilità di qualsiasi persona fisica che abbia causato il danno con un atto od omissione commessi con l'intento di causare un danno.

Articolo 3

Nessuna disposizione della presente Convenzione pregiudica la responsabilità del gestore di una nave nucleare per un danno causato da un incidente nucleare relativo al combustibile nucleare od ai prodotti od ai rifiuti radioattivi prodotti dalla nave.

Articolo 4

La presente Convenzione sostituisce le Convenzioni internazionali nel campo dei trasporti marittimi che, alla data in cui la presente Convenzione è aperta alla firma, sono in vigore o aperte alla firma, alla ratifica o all'adesione, ma soltanto nella misura in cui tali Convenzioni sarebbero in conflitto con essa; tuttavia, il presente articolo non pregiudica gli obblighi che le Parti contraenti della presente Convenzione hanno nei confronti degli Stati non contraenti a motivo di tali Convenzioni internazionali.

Articolo 5

1. La presente Convenzione è aperta alla firma a Bruxelles e resta aperta alla firma a Londra presso la sede dell'Organizzazione intergovernativa di consultazione marittima (qui appresso indicata « l'Organizzazione ») sino al 31 dicembre 1972 e resta in seguito aperta all'adesione.

2. Gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite di una qualsiasi delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica, o parti dello Statuto della Corte internazionale di Giustizia possono divenire parti della presente Convenzione mediante:

*a*) firma senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione;

*b*) firma con riserva di ratifica, accettazione o approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione; o

*c*) adesione.

3. La ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione avvengono mediante il deposito di uno strumento in buona e debita forma presso il Segretario Generale dell'Organizzazione.

Articolo 6

1. La presente Convenzione entra in vigore novanta giorni dopo la data in cui cinque Stati l'abbiano firmata senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione, o abbiano depositato uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione presso il Segretario generale dell'Organizzazione.

2. Per ogni Stato che firmi successivamente la presente Convenzione senza riserva di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, la Convenzione entra in vigore novanta giorni dopo la data della firma o del deposito.

Articolo 7

1. La presente Convenzione può essere denunciata da una qualsiasi delle Parti contraenti in ogni momento a partire dalla data in cui la Convenzione sarà entrata in vigore nei confronti di tale Stato.

2. La denuncia avviene mediante notifica scritta indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione.

3. La denuncia ha efficacia un anno dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario generale dell'Organizzazione o allo scadere di ogni periodo più lungo che potrà essere specificato in tale notifica.

4. Nonostante una denuncia effettuata da una Parte contraente conformemente al presente articolo, le disposizioni della presente Convenzione restano applicabili per ogni danno causato da un incidente nucleare verificatosi prima che tale denuncia abbia efficacia.

Articolo 8

1. L'Organizzazione delle Nazioni Unite, quando assume la responsabilità dell'amministrazione di un territorio, od ogni Parte contraente della presente Convenzione che assume la responsabilità delle relazioni internazionali di un territorio, può, in ogni momento, mediante notifica scritta indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione, far conoscere che tale estensione ha avuto luogo.

2. L'applicazione della presente Convenzione è estesa al territorio indicato nella notifica a partire dalla data di ricevimento di questa o da tale altra data che sarà indicata in essa.

3. L'Organizzazione delle Nazioni Unite, od ogni Parte contraente che abbia fatto una dichiarazione in base al primo paragrafo del presente articolo, può in ogni momento, dopo la data in cui l'applicazione della Convenzione è stata così estesa ad un territorio, far conoscere, mediante notifica scritta indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione, che la presente Convenzione cessa di venire applicata al territorio indicato nella notifica.

4. La presente Convenzione cessa di essere applicata al territorio indicato nella notifica, un anno dopo la data del suo ricevimento da parte del Segretario generale dell'Organizzazione o allo scadere di ogni altro periodo più lungo indicato nella notifica.

Articolo 9

1. L'Organizzazione può indire una conferenza che abbia lo scopo di rivedere o di emendare la presente Convenzione.

2. L'Organizzazione indìce una conferenza delle Parti contraenti della presente Convenzione che abbia lo scopo di rivederla o di emendarla a richiesta di almeno un terzo delle Parti contraenti.

Articolo 10

Una Parte contraente potrà formulare delle riserve corrispondenti a quelle che avrà validamente formulate alla Convenzione di Parigi o alla Convenzione di Vienna. Le riserve potranno essere formulate al momento della firma, della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione o dell'adesione.

Articolo 11

1. La presente Convenzione sarà depositata presso il Segretario generale dell'Organizzazione.

2. Il Segretario generale dell'Organizzazione:

*a*) informa tutti gli Stati che hanno firmato la Convenzione o vi hanno aderito:

*i*) di ogni nuova firma e di ogni deposito di strumento nonché della data in cui tale firma o tale deposito hanno avuto luogo,

*ii*) delle riserve formulate in conformità della presente Convenzione,

*iii*) della data di entrata in vigore della presente Convenzione,

*iv*) di ogni denuncia della presente Convenzione e della data in cui quest'ultima ha efficacia,

*v*) dell'estensione della presente Convenzione ad ogni territorio in base al paragrafo 1 dell'articolo 8 e della cessazione di ogni estensione suddetta in base al paragrafo 4 dello stesso articolo, indicando in ogni caso la data in cui l'estensione della presente Convenzione ha avuto o avrà termine;

*b*) trasmette copie certificate conformi della presente Convenzione a tutti gli Stati firmatari di tale Convenzione nonché a tutti gli Stati che vi hanno aderito.

2. All'entrata in vigore della presente Convenzione, il Segretario Generale dell'Organizzazione ne trasmette una copia certificata conforme al Segretario delle Nazioni Unite per la registrazione e la pubblicazione conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

Articolo 12

La presente Convenzione viene redatta in un solo esemplare nelle lingue francese ed inglese, i due testi facenti ugualmente fede. Vengono redatte dalle traduzioni ufficiali nelle lingue russa e spagnola che sono preparate dal Segretariato dell'Organizzazione e depositate unitamente all'esemplare originale corredato dalle firme.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo dai loro governi, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Bruxelles, il diciassette dicembre 1971.

(*Seguono le firme*).

LEGGE 28 aprile 1976, n. **382.**

**Ratifica ed esecuzione dell'accordo europeo concernente le persone che partecipano a procedure davanti alla Commissione e alla Corte europee dei diritti dell'uomo, adottato a Londra il 6 maggio 1969.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo europeo concernente le persone che partecipano a procedure davanti alla Commissione e alla Corte europee dei diritti dell'uomo, adottato a Londra il 6 maggio 1969.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 8 dell'accordo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 28 aprile 1976

LEONE

MORO — RUMOR — COSSIGA — BONIFACIO

Visto, *il Guardasigilli*: BONIFACIO

## ACCORD EUROPEEN
## CONCERNANT LES PERSONNES PARTICIPANT AUX PROCEDURES
## DEVANT LA COMMISSION ET LA COUR EUROPEENNES DES DROITS DE L'HOMME

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Accord,

Vu la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée « la Convention »);

Considérant qu'il importe, pour mieux assurer la réalisation des buts de la Convention, que les personnes qui participent à la procédure devant la Commission européenne des Droits de l'Homme (ci-après dénommée « la Commission ») ou devant la Cour européenne des Droits de l'Homme (ci-après dénommée « la Cour ») se voient accorder certaines immunités et facilités;

Désireux de conclure un Accord à cette fin,

Sont convenus de ce qui suit:

### Article 1er

1. Les personnes auxquelles s'pplique le présent Accord sont:

*a*) les agents des Parties Contractantes, ainsi que les conseils et avocats qui les assistent;

*b*) toute personne qui participe à la procédure instituée devant la Commission en vertu de l'article 25 de la Convention, soit en son nom personnel, soit comme représentant d'un des requérants énumérés audit article 25;

*c*) les avocats, avoués ou professeurs de droit qui participent à la procédure afin d'assister une des personnes énumérées au paragraphe *b*) ci-dessus;

*d*) les personnes choisies par les délégués de la Commission pour les assister dans la procédure devant la Cour;

*e*) les témoins, les experts, ainsi que les autres personnes appelés par la Commission ou la Cour à participer à la procédure devant la Commission ou la Cour.

2. Aux fins d'application du présent Accord, les termes « Commission » et « Cour » désignent également une Sous-Commission, une Chambre ou des membres de ces deux organes, agissant dans l'exercice des fonctions que leur attribuent, selon le cas, la Convention ou les Règlements de la Commission ou de la Cour; l'expression « participer à la procédure » vise aussi toute communication préliminaire tendant à l'introduction d'une requête dirigée contre un Etat qui a reconnu le droit de recours individuel selon l'article 25 de la Convention.

3. Dans le cas où, en cours de l'exercice par le Comité des Ministres des fonctions qui lui sont dévolues par application de l'article 32 de la Convention, une personne visée au premier paragraphe du présent article est appelée à comparaître devant lui ou à lui soumettre des déclarations écrites, les dispositions du présent Accord s'appliqueront également à cette personne.

### Article 2

1. Les personnes visées au premier paragraphe de l'article 1er du présent Accord jouissent de l'immunité de juridiction à l'égard de leurs déclarations faites oralement ou par écrit à la Commission ou à la Cour, ainsi qu'à l'égard des pièces qu'elles leur soumettent.

2. Cette immunité ne s'applique pas en ce qui concerne toute communication, intégrale ou partielle, en dehors de la Commission ou de la Cour, par ou pour le compte d'une personne bénéficiant de l'immunité en vertu du paragraphe précédent, de déclarations faites ou de pièces produites par elle devant la Commission ou la Cour.

Article 3

1. Les Parties Contractantes respecteront le droit des personnes visées au premier paragraphe de l'article 1er du présent Accord de correspondre librement avec la Commission et avec la Cour.

2. En ce qui concerne les personnes détenues, l'exercice de ce droit implique notamment que:

*a*) leur correspondance, si elle fait l'objet d'un contrôle de la part des autorités compétentes, doit toutefois être transmise et leur être remise sans délai excessif et sans altération;

*b*) ces personnes ne peuvent faire l'objet d'aucune mesure disciplinaire du fait d'une communication transmise à la Commission ou à la Cour par les voies appropriées;

*c*) ces personnes ont le droit, au sujet d'une requête à la Commission et de toute procédure qui en résulte, de correspondre avec un conseil admis à plaider devant les tribunaux du pays où elles sont détenues, et de s'entretenir avec lui sans pouvoir être entendues par quiconque d'autre.

3. Dans l'application des précédents paragraphes, il ne peut y avoir d'autre ingérence d'une autorité publique que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la recherche et à la poursuite d'une infraction pénale ou à la protection de la santé.

Article 4

1. *a*) Les Parties Contractantes s'engagent à ne pas empêcher les personnes visées au premier paragraphe de l'article 1er du présent Accord, et dont la Commission ou la Cour a au préalable autorisé la présence, de circuler et de voyager librement pour assister à la procédure devant la Commission ou la Cour, et en revenir.

*b*) Aucune autre restriction ne peut être imposée à ces mouvements et déplacements que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au maintien de l'ordre public, à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

2. *a*) Dans les pays de transit et dans le pays où se déroule la procédure, ces personnes ne peuvent être ni poursuivies, ni détenues, ni soumises à aucune autre restriction de leur liberté individuelle, en raison de faits ou condamnations antérieurs au commencement du voyage.

*b*) Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou de la ratification de cet Accord, déclarer que les dispositions de ce paragraphe ne s'appliqueront pas à ses propres ressortissants. Une telle déclaration peut être retirée à tout moment par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. Les Parties Contractantes s'engagent à laisser rentrer ces personnes sur leur territoire lorsqu'elles y ont commencé le voyage.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article cessent de s'appliquer lorsque la personne intéressée a eu la possibilité, pendant quinze jours consécutifs, après que sa présence n'était plus requise par la Commission ou la Cour, de rentrer dans le pays où son voyage a commencé.

5. En cas de conflit entre les obligations résultant pour une Partie Contractante du paragraphe 2 de cet article et celles résultant d'une Convention du Conseil de l'Europe ou d'un traité d'extradition ou d'un autre traité relatif à l'entraide judiciaire en matière pénale conclu avec d'autres Parties Contractantes, les dispositions du paragraphe 2 du présent article prévaudront.

Article 5

1. Les immunités et facilités sont accordées aux personnes visées au premier paragraphe de l'article 1er du présent Accord uniquement en vue de leur assurer la liberté de parole et l'indépendance necessaires à l'accomplissement de leurs fonctions, tâches ou devoirs, ou à l'exercice de leurs droits devant la Commission ou devant la Cour.

2. *a*) La Commission ou la Cour, suivant le cas, ont seules qualité pour prononcer la levée totale ou partielle de l'immunité prévue au premier paragraphe de l'article 2 du présent Accord; elles ont non seulement le droit, mais le devoir, de lever l'immunité dans tous les cas où, à leur avis, celle-ci entraverait le cours de la justice et où sa levée totale ou partielle ne nuirait pas au but défini au premier paragraphe du présent article.

*b*) L'immunité peut être levée par la Commission ou par la Cour, soit d'office, soit à la demande adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe par toute Partie Contractante ou toute personne intéressée.

*c*) Les décisions prononçant la levée d'immunité ou la refusant seront motivées.

3. Si une Partie Contractante atteste que la levée de l'immunité prévue au premier paragraphe de l'article 2 du présent Accord est nécessaire aux fins de poursuites pour atteinte à la sécurité nationale, la Commission ou la Cour doivent lever l'immunité dans la mesure spécifiée dans l'attestation.

4. En cas de découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, à l'époque de la décision refusant la levée d'immunité était inconnu à l'auteur de la demande, ce dernier peut saisir la Commission ou la Cour d'une nouvelle demande.

Article 6

Aucune des dispositions du présent Accord ne sera interprétée comme limitant ou portant atteinte aux obligations assumées par les Parties Contractantes en vertu de la Convention.

Article 7

1. Le présent Accord est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe qui peuvent y devenir Parties par:

*a*) la signature sans réserve de ratification ou d'acceptation,

*b*) la signature sous réserve de ratification ou d'acceptation, suivie de ratification ou d'acceptation.

2. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 8

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois après la date à laquelle cinq Etats membres du Conseil seront devenus Parties à l'Accord, conformément aux dispositions de l'article 7.

2. Pour tout Etat membre qui le signera ultérieurement sans réserve de ratification ou d'acceptation ou le ratifiera ou l'acceptera, l'Accord entrera en vigueur un mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 9

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera le présent Accord.

2. Toute Partie Contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application du présent Accord par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont Elle assure les relations internationales ou pour lequel Elle est habilitée à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 10 du présent Accord.

Article 10

1. Le présent Accord demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer le présent Accord en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général. Toutefois, une telle dénonciation ne peut avoir pour effet de délier la Partie Contractante intéressée de toute obligation qui aurait pu naître en vertu du présent Accord à l'égard de toute personne visée au premier paragraphe de l'article 1er.

Article 11

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil:

*a*) toute signature sans réserve de ratification ou d'acceptation;

*b*) toute signature sous réserve de ratification ou d'acceptation;

*c*) le dépôt de tout instrument de ratification ou d'acceptation;

*d*) toute date d'entrée en vigueur du présent Accord, conformément à son article 8;

*e*) toute déclaration reçue en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 4 et des paragraphes 2 et 3 de l'article 9;

*f*) toute notification de retrait d'une déclaration en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 4 et toute notification reçue en application des dispositions de l'article 10 et la date à laquelle toute dénonciation prendra effet.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

FAIT à Londres, le 6 mai 1969, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires.

*Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne :*
(with reservation in respect of ratification or acceptance)
WILLY BRANDT

*Pour le Gouvernement de la République d'Autriche :*

*Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :*
(sous réserve de ratification ou d'acceptation)
PIERRE HARMEL

*Pour le Gouvernement de la République de Chypre :*

*Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark :*
(with reservation in respect of ratification or acceptance)
POUL HARTLING

*Pour le Gouvernement de la République française :*

*Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :*
(with reservation in respect of ratification or acceptance)
FREDERICK MULLEY

*Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce :*

*Pour le Gouvernement d'Irlande :*

*Pour le Gouvernement de la République islandaise :*

*Pour le Gouvernement de la République italienne :*
(sous réserve de ratification ou d'acceptation) Strasbourg, le 8 janvier 1974
GHERARDO CORNAGGIA MEDICI CASTIGLIONI

*Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg :*
(sous réserve de ratification ou d'acceptation)
GASTON THORN

*Pour le Gouvernement de Malte :*
(with reservation in respect of ratification or acceptance)
GEORGE BORG OLIVIER

*Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège :*
(with reservation in respect of ratification or acceptance)
JOHN LYNG

*Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :*

*Pour le Gouvernement du Royaume de Suède :*
(with reservation in respect of ratification or acceptance)
TORSTEN NILSSON

*Pour le Gouvernement de la Confédération suisse :*

*Pour le Gouvernement de la République turque :*

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
RUMOR

TRADUZIONE NON UFFICIALE

*N.B.* — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'accordo.

# ACCORDO EUROPEO RELATIVO ALLE PERSONE CHE PARTECIPANO A PROCEDIMENTI DAVANTI ALLA COMMISSIONE ED ALLA CORTE EUROPEE DEI DIRITTI DELL'UOMO

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari del presente Accordo,

Vista la Convenzione per la Salvaguardia dei Diritti dell'Uomo e delle Libertà fondamentali, firmata a Roma il 4 novembre 1950 (di seguito indicata come « la Convenzione »);

Considerando opportuno, per meglio assicurare la realizzazione dei fini della Convenzione, che alle persone che partecipano a procedimenti davanti alla Commissione europea dei Diritti dell'Uomo (di seguito indicata come « la Commissione ») o davanti alla Corte europea dei Diritti dell'Uomo (di seguito indicata come « la Corte ») vengano accordate certe immunità e facilitazioni;

Desiderosi di concludere un Accordo a questo fine,

Hanno convenuto quanto segue:

## Articolo 1

1. Le persone alle quali si applica il presente Accordo sono:

*a*) gli agenti delle Parti Contraenti come pure i consulenti e gli avvocati che li assistono;

*b*) qualsiasi persona che partecipa a procedimenti istituiti davanti alla Commissione ai sensi dell'articolo 25 della Convenzione, sia a nome personale, sia come rappresentante di uno dei richiedenti enumerati al detto articolo 25;

*c*) gli avvocati, i procuratori o i professori di diritto che partecipano a procedimenti al fine di assistere una delle persone enumerate al comma *b*) di cui sopra;

*d*) le persone scelte dai delegati della Commissione per assisterli nel corso di procedimenti davanti alla Corte;

*e*) i testimoni, gli esperti, come pure le altre persone chiamate dalla Commissione o dalla Corte a partecipare a procedimenti davanti alla Commissione o alla Corte.

2. Ai fini dell'applicazione del presente Accordo, i termini « Commissione » e « Corte » includono ugualmente una Sotto-Commissione, una Camera o dei membri di questi due organi, che agiscono nell'esercizio delle funzioni che sono loro attribuite, secondo il caso, dalla Convenzione o dai Regolamenti della Commissione o della Corte; l'espressione « partecipare ad un procedimento » include anche qualunque comunicazione preliminare tendente alla presentazione di un reclamo contro uno Stato che abbia riconosciuto il diritto al ricorso individuale ai sensi dell'articolo 25 della Convenzione.

3. Nel caso in cui, nel corso dell'esercizio da parte del Comitato dei Ministri delle funzioni che gli sono attribuite ai sensi dell'articolo 32 della Convenzione, una persona menzionata al paragrafo 1 del presente articolo sia chiamata a comparire davanti al Comitato dei Ministri e a sottoporgli delle dichiarazioni scritte, le disposizioni del presente Accordo si applicheranno ugualmente a questa persona.

Articolo 2

1. Le persone indicate al paragrafo 1 dell'articolo 1 del presente Accordo godranno dell'immunità giuridica riguardo alle loro dichiarazioni fatte oralmente o per iscritto, come pure riguardo a documenti ed altri atti che sottopongono alla Commissione o alla Corte.

2. Questa immunità non si applica per quanto riguarda qualsiasi comunicazione, integrale o parziale, al di fuori della Commissione o della Corte, da parte o per conto di una persona che goda dell'immunità ai sensi del paragrafo precedente, di dichiarazioni fatte o di documenti prodotti da questa persona davanti alla Commissione o alla Corte.

Articolo 3

1. Le Parti Contraenti rispetteranno il diritto delle persone indicate al paragrafo 1 dell'articolo 1 del presente Accordo di corrispondere liberamente con la Commissione e con la Corte.

2. Per quanto riguarda le persone in stato di detenzione, l'esercizio di questo diritto implica in particolare che:

*a*) la loro corrispondenza, se è oggetto di controllo da parte delle autorità competenti, deve tuttavia essere loro inviata e consegnata senza un ritardo eccessivo e senza alterazioni;

*b*) queste persone non possono essere oggetto di alcuna misura disciplinare derivante da una comunicazione trasmessa alla Commissione o alla Corte attraverso i canali appropriati;

*c*) queste persone hanno il diritto, per quanto riguarda una richiesta alla Commissione e qualsiasi procedimento che ne derivi, di corrispondere con un patrocinatore ammesso a perorare davanti ai giudici del paese dove sono detenute e di aver colloqui con lui senza poter essere udite da chiunque altro.

3. Nell'applicazione dei precedenti paragrafi, non può esservi altra ingerenza da parte di una autorità pubblica se non nei limiti entro i quali questa ingerenza è prevista dalla legge e costituisce una misura che, in una società democratica, è necessaria alla sicurezza dello Stato, alla scoperta ed al perseguimento di un'infrazione ai precetti dell'ordinamento penale o alla protezione della salute.

Articolo 4

1. *a*) Le Parti Contraenti si impegnano a non impedire alle persone menzionate al paragrafo 1 dell'articolo 1 del presente Accordo, e di cui la Commissione o la Corte ha autorizzato preventivamente la presenza, di circolare e di viaggiare liberamente per assistere a un procedimento davanti alla Commissione o alla Corte, e in seguito di ritornare.

*b*) Nessun'altra restrizione può essere imposta a questi movimenti e spostamenti se non quelle che, previste dalla legge, costituiscono delle misure necessarie, in una società democratica, alla sicurezza dello Stato, alla sicurezza pubblica, al mantenimento dell'ordine pubblico, alla prevenzione delle infrazioni ai precetti dell'ordinamento penale, alla protezione della salute e della morale, o alla protezione dei diritti e delle libertà altrui.

2. *a*) Nei paesi di transito e nel paese dove ha luogo il procedimento, queste persone non possono essere né perseguite, né detenute, né sottoposte ad alcun'altra restrizione della loro libertà individuale, per fatti o condanne anteriori all'inizio del viaggio.

*b*) Ciascuna Parte Contraente può, al momento della firma o della ratifica del presente Accordo, dichiarare che le disposizioni di questo paragrafo non si applicheranno ai propri cittadini. Tale dichiarazione potrà essere ritirata in qualsiasi momento tramite notifica indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

3. Le Parti Contraenti si impegnano a lasciar rientrare queste persone nel loro territorio una volta che abbiano iniziato il viaggio in detto territorio.

4. Le disposizioni del paragrafo 1 e 2 del presente articolo cessano di applicarsi quando la persona interessata ha avuto la possibilità, per 15 giorni consecutivi, dopo che la sua presenza non era più richiesta dalla Commissione o dalla Corte, di rientrare nel paese dove il suo viaggio ha avuto inizio.

5. Nel caso di conflitto fra gli impegni di una Parte Contraente risultanti dal paragrafo 2 di questo articolo e quelli risultanti da una Convenzione del Consiglio d'Europa o da un trattato di estrazione o da un altro trattato relativo alla mutua assistenza in materia penale concluso con altre Parti Contraenti, prevarranno le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo.

## Articolo 5

1. Le immunità e le facilitazioni sono accordate alle persone menzionate al primo paragrafo dell'articolo 1 del presente Accordo unicamente al fine di assicurare loro la libertà di parola e l'indipendenza necessaria all'adempimento delle loro funzioni, dei loro compiti e dei loro doveri, o all'esercizio dei loro diritti dinanzi alla Commissione o alla Corte.

2. *a*) La Commissione o la Corte, secondo il caso, sono le sole competenti per decidere la revoca totale o parziale dell'immunità prevista al paragrafo 1 dell'articolo 2 del presente Accordo; esse hanno non solo il diritto ma anche il dovere di revocare l'immunità in tutti i casi in cui, a loro avviso, questa ostacolerebbe il corso della giustizia e in cui la sua revoca totale o parziale non nuocerebbe al fine definito al paragrafo 1 del presente articolo.

*b*) L'immunità può essere revocata dalla Commissione o dalla Corte, sia d'ufficio sia in seguito a richiesta indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa da parte di qualunque Parte Contraente o altra persona interessata.

*c*) Le decisioni in merito alla revoca dell'immunità o al rifiuto di tale revoca saranno motivate.

3. Se una Parte Contraente certifica che la revoca dell'immunità prevista al paragrafo 1 dell'articolo 2 del presente Accordo è necessaria ai fini di un'azione penale per attentato alla sicurezza dello Stato, la Commissione o la Corte devono revocare l'immunità nella misura indicata nel documento presentato.

4. In caso di scoperta di un fatto di natura tale da esercitare un'influenza decisiva e che all'epoca della decisione che rifiutava la revoca dell'immunità non era noto all'autore della domanda, quest'ultimo può presentare alla Commissione o alla Corte una nuova domanda.

## Articolo 6

Nessuna delle disposizioni del presente Accordo sarà interpretata come una limitazione o un pregiudizio agli obblighi assunti dalle Parti Contraenti in virtù della Convenzione.

Articolo 7

1. Il presente Accordo è aperto alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa che ne possono divenire Parti per mezzo di:

*a*) firma senza riserva di ratifica o di accettazione,

*b*) firma con riserva di ratifica o di accettazione, seguita da ratifica o da accettazione.

2. Gli strumenti di ratifica o di accettazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 8

1. Il presente Accordo entrerà in vigore un mese dopo la data nella quale cinque Stati membri del Consiglio saranno divenuti Parti dell'Accordo conformemente alle disposizioni dell'articolo 7.

2. Per ciascuno Stato membro che lo firmerà in seguito senza riserva di ratifica o di accettazione o lo ratificherà o accetterà, l'Accordo entrerà in vigore un mese dopo la data della firma o del deposito dello strumento di ratifica o di accettazione.

Articolo 9

1. Ciascuna Parte Contraente può, al momento della firma o al momento del deposito del suo strumento di ratifica o di accettazione, designare il territorio o i territori cui si applicherà il presente Accordo.

2. Ciascuna Parte Contraente può, al momento del deposito del suo strumento di ratifica o di accettazione, o in qualunque altro momento seguente, estendere l'applicazione del presente Accordo, tramite dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, a qualunque altro territorio designato nella dichiarazione e di cui Essa assicura le relazioni internazionali o per il quale Essa è abilitata a stipulare.

3. Qualunque dichiarazione fatta in virtù del paragrafo precedente, potrà essere ritirata, per quanto riguarda qualsiasi territorio designato in tale dichiarazione, alle condizioni previste dall'articolo 10 del presente Accordo.

Articolo 10

1. Il presente Accordo resterà in vigore senza limiti di durata.

2. Ciascuna Parte Contraente potrà, per quanto la riguarda, denunciare il presente Accordo indirizzando una notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

3. La denuncia prenderà effetto sei mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale. Cionostante tale denuncia non potrà avere effetto di sciogliere la Parte Contraente interessata da qualsiasi impegno che possa essere derivato dal presente Accordo nei riguardi di qualunque persona menzionata al paragrafo 1 dell'articolo 1.

Articolo 11

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio:

*a*) qualunque firma senza riserva di ratifica o di accettazione;

*b*) qualunque firma con riserva di ratifica o di accettazione;

*c*) il deposito di qualunque strumento di ratifica o di accettazione;

*d*) qualunque data di entrata in vigore del presente Accordo, conformemente al suo articolo 8;

*e*) qualunque dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 4 e dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 9;

*f*) qualunque notifica di ritiro di una dichiarazione in applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 4, qualunque notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 10 e la data nella quale qualunque denuncia prenderà effetto.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati allo scopo, hanno firmato il presente Accordo.

FATTO a Londra, il 6 maggio 1969, in francese e in inglese, i due testi facenti ugualmente fede, e in un solo esemplare che sarà depositato presso gli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copia certificata conforme a ciascuno degli Stati firmatari.

(*Seguono le firme*).

LEGGE 28 aprile 1976, n. **383.**

**Approvazione ed esecuzione dell'accordo tra gli Stati membri della Comunità europea del carbone e dell'acciaio e la Comunità europea del carbone e dell'acciaio da un lato, e la Repubblica di Finlandia dall'altro, con allegato, protocolli e atto finale, firmato a Bruxelles il 5 ottobre 1973.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato l'accordo tra gli Stati membri della Comunità europea del carbone e dell'acciaio e la Comunità europea del carbone e dell'acciaio, da un lato, e la Repubblica di Finlandia dall'altro, con allegato, protocolli e atto finale, firmato a Bruxelles il 5 ottobre 1973.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 31 dell'accordo stesso.

Art. 3.

Il Governo della Repubblica è autorizzato, fino alla scadenza del periodo transitorio previsto dall'accordo di cui all'articolo 1, ad emanare, sentita una apposita Commissione di dieci senatori e dieci deputati nominati dai Presidenti delle rispettive Assemblee, con decreti aventi valore di legge ordinaria e secondo i princìpi direttivi contenuti nell'accordo citato, le norme necessarie per dare esecuzione agli obblighi derivanti dall'accordo e per procedere ai necessari adattamenti della legislazione nazionale vigente.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 28 aprile 1976

LEONE

MORO — RUMOR — STAMMATI — DONAT-CATTIN — DE MITA

Visto, *il Guardasigilli*: BONIFACIO

# ACCORDO TRA GLI STATI MEMBRI DELLA COMUNITÀ EUROPEA DEL CARBONE E DELL'ACCIAIO E LA COMUNITÀ EUROPEA DEL CARBONE E DELL'ACCIAIO, DA UN LATO, E LA REPUBBLICA DI FINLANDIA, DALL'ALTRO

IL REGNO DEL BELGIO,

IL REGNO DI DANIMARCA,

LA REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA,

LA REPUBBLICA FRANCESE,

L'IRLANDA,

LA REPUBBLICA ITALIANA,

IL GRANDUCATO DI LUSSEMBURGO,

IL REGNO DEI PAESI BASSI,

IL REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E D'IRLANDA DEL NORD,

Stati membri della Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio

E LA COMUNITÀ EUROPEA DEL CARBONE E DELL'ACCIAIO, da un lato,

E LA REPUBBLICA DI FINLANDIA, dall'altro,

CONSIDERANDO che la Comunità Economica Europea e la Repubblica di Finlandia concludono un Accordo concernente i settori di competenza di tale Comunità,

PERSEGUENDO gli stessi obiettivi e desiderosi di trovare soluzioni analoghe per il settore di competenza della Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio,

HANNO DECISO, nel perseguimento di tali obiettivi e considerando che nessuna delle disposizioni del presente Accordo può essere interpretata nel senso di esimere le Parti contraenti dagli obblighi che loro incombono in virtù di altri accordi internazionali, di concludere il presente Accordo:

## Articolo 1

Il presente Accordo si applica ai prodotti di competenza della Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio, figuranti in allegato, originari di tale Comunità e della Repubblica di Finlandia.

## Articolo 2

1. Nessun nuovo dazio doganale all'importazione viene introdotto negli scambi tra la Comunità e la Finlandia.

2. I dazi doganali all'importazione sono gradualmente soppressi secondo il calendario seguente:
— il 1° aprile 1973 ogni dazio è portato all'80 per cento del dazio di base;
— le successive quattro riduzioni, del 20 per cento ciascuna, si effettuano:
il 1° gennaio 1974,
il 1° gennaio 1975,
il 1° gennaio 1976,
il 1° luglio 1977.

Articolo 3

1. Le disposizioni relative alla graduale soppressione dei dazi doganali all'importazione sono applicabili anche ai dazi doganali a carattere fiscale.

Le Parti contraenti possono sostituire con una tassa interna un dazio doganale a carattere fiscale o l'elemento fiscale di un dazio doganale.

2. La Danimarca, l'Irlanda, la Norvegia e il Regno Unito possono mantenere in vigore fino al 1º gennaio 1976 un dazio doganale a carattere fiscale o l'elemento fiscale di un dazio doganale in caso di applicazione dell'articolo 38 dell'« Atto relativo alle condizioni di adesione e agli adattamenti dei Trattati », stabilito e adottato in sede di Conferenza tra le Comunità Europee, e il Regno di Danimarca, l'Irlanda, il Regno di Norvegia e il Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord.

Articolo 4

1. Per ogni prodotto, il dazio di base su cui vanno operate le successive riduzioni di cui all'articolo 2, è il dazio effettivamente applicato il 1º gennaio 1972.

2. I dazi ridotti calcolati conformemente all'articolo 2 sono applicati, arrotondando al primo decimale.

Con riserva della futura applicazione da parte della Comunità dell'articolo 39, paragrafo 5 dell'« Atto relativo alle condizioni di adesione e agli adattamenti dei Trattati », stabilito e adottato in sede di Conferenza tra le Comunità Europee e il Regno di Danimarca, l'Irlanda, il Regno di Norvegia e il Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, per i dazi specifici o per la parte specifica dei dazi misti della Tariffa doganale irlandese, l'articolo 2 è applicato, arrotondando al quarto decimale.

Articolo 5

1. Nessuna nuova tassa di effetto equivalente dei dazi doganali all'importazione sarà introdotta negli scambi tra la Comunità e la Finlandia.

2. Le tasse di effetto equivalente a dei dazi doganali all'importazione introdotte negli scambi tra la Comunità e la Finlandia, a partire dal 1º gennaio 1972 sono soppresse con l'entrata in vigore dell'Accordo.

Ogni tassa di effetto equivalente ad un dazio doganale all'importazione la cui aliquota sia, il 31 dicembre 1972, superiore a quella effettivamente applicata al 1º gennaio 1972, viene portata al livello di quest'ultima con l'entrata in vigore dell'Accordo.

3. Le tasse di effetto equivalente a dei dazi doganali all'importazione sono gradualmente soppresse secondo il calendario seguente:

— ogni tassa è portata, al più tardi entro il 1º gennaio 1974, al 60 per cento dell'aliquota applicata il 1º gennaio 1972;

— le tre successive riduzioni, del 20 per cento ciascuna, sono effettuate:

il 1º gennaio 1975,

il 1º gennaio 1976,

il 1º luglio 1977.

Articolo 6

Nessun nuovo dazio doganale all'esportazione e nessuna tassa di effetto equivalente sono introdotti negli scambi tra la Comunità e la Finlandia.
I dazi doganali all'esportazione e le tasse di effetto equivalente sono soppressi entro il 1° gennaio 1974.

Articolo 7

Le disposizioni che fissano le regole di origine per l'applicazione dell'Accordo tra la Comunità Economica Europea e la Repubblica di Finlandia, firmato in data odierna, valgono anche per il presente Accordo.

Articolo 8

La Parte contraente che intende ridurre il livello effettivo dei suoi dazi doganali o tasse di effetto equivalente, applicabili ai Paesi terzi che beneficiano della clausola della nazione più favorita, o sospenderne l'applicazione notifica tale riduzione o sospensione al Comitato misto, almeno, per quanto possibile, trenta giorni prima della sua entrata in vigore. Essa prende atto di ogni osservazione dell'altra Parte contraente in merito alle distorsioni che ne possono risultare.

Articolo 9

1. Nessuna nuova restrizione quantitativa all'importazione o misura di effetto equivalente viene introdotta negli scambi tra la Comunità e la Finlandia.

2. Le restrizioni quantitative all'importazione sono soppresse il 1° gennaio 1973 e le misure di effetto equivalente a restrizioni quantitative all'importazione entro il 1° gennaio 1975.

Articolo 10

A partire dal 1° luglio 1977 i prodotti originari della Finlandia non possono beneficiare, all'importazione nella Comunità, di un trattamento più favorevole di quello che gli Stati membri della Comunità si accordano tra loro.

Articolo 11

L'Accordo non modifica le disposizioni del Trattato che istituisce la Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio, né i poteri e le competenze derivanti da tale Trattato.

Articolo 12

L'Accordo non osta al mantenimento o all'instaurazione di unioni doganali, di zone di libero scambio o di regimi di traffici di frontiera, purché questi non modifichino il regime degli scambi previsto nell'Accordo, ed in particolare, le disposizioni concernenti le regole di origine.

Articolo 13

Le Parti contraenti si astengono da ogni misura o pratica di carattere fiscale interno che stabilisca, direttamente od indirettamente, una discriminazione tra i prodotti di una Parte contraente ed i prodotti similari originari dell'altra Parte contraente.

I prodotti esportati nel territorio di una delle Parti contraenti non possono beneficiare di alcun ristorno di imposizioni interne che sia superiore alle imposizioni ad esse applicate, direttamente od indirettamente.

Articolo 14

I pagamenti relativi agli scambi di merci, così come il trasferimento di tali pagamenti nello Stato membro della Comunità in cui risiede il creditore o in Finlandia, non sono soggetti ad alcuna restrizione.

Le Parti contraenti si astengono da ogni restrizione valutaria o amministrativa riguardante la concessione, il rimborso e l'accettazione dei crediti a breve e medio termine, relativi a transazioni commerciali alle quali partecipi un residente.

Articolo 15

L'Accordo lascia impregiudicati i divieti o restrizioni all'importazione, all'esportazione e al transito, giustificati da motivi di moralità pubblica, di ordine pubblico, di pubblica sicurezza, di tutela della salute e della vita delle persone e degli animali o di preservazione dei vegetali, di protezione del patrimonio artistico, storico o archeologico nazionale o di tutela della proprietà industriale e commerciale. Tuttavia tali divieti o restrizioni non devono costituire un mezzo di discriminazione arbitraria, né una restrizione dissimulata al commercio tra le Parti contraenti.

Articolo 16

Nessuna disposizione dell'Accordo vieta ad una Parte contraente di prendere le misure:

*a*) che essa reputa necessarie per impedire la divulgazione di informazioni contrarie agli interessi fondamentali della propria sicurezza;

*b*) che riguardano il commercio di armi, munizioni o materiale bellico o la ricerca, lo sviluppo o la produzione indispensabili a fini difensivi, sempreché tali misure non alterino le condizioni di concorrenza per quanto riguarda i prodotti non destinati a fini specificatamente militari;

*c*) che essa reputa indispensabili per la propria sicurezza in tempo di guerra o in caso di grave tensione internazionale.

Articolo 17

1. Le Parti contraenti si astengono da ogni misura suscettibile di compromettere la realizzazione degli scopi dell'Accordo.

2. Esse adottano tutte le misure di carattere generale o particolare atte ad assicurare l'esecuzione degli obblighi dell'Accordo.

Se una Parte contraente reputa che l'altra Parte ha mancato ad un obbligo che le incombe in virtù dell'Accordo, essa può adottare le misure necessarie nei modi e secondo le procedure di cui all'articolo 23.

Articolo 18

1. Sono incompatibili con il buon funzionamento dell'Accordo, nella misura in cui siano suscettibili di pregiudicare gli scambi tra la Comunità e la Finlandia:

*i*) ogni accordo tra imprese, ogni decisione di associazioni di imprese e ogni pratica concordata tra imprese che abbiano per oggetto o per effetto di impedire, restringere o falsare il gioco della concorrenza, per quanto riguarda la produzione e gli scambi di merci;

*ii*) lo sfruttamento abusivo, da parte di una o più imprese, di una posizione dominante nella totalità del territorio delle Parti contraenti o in una parte sostanziale di questo;

*iii*) ogni aiuto pubblico che falsi o minacci di falsare la concorrenza, favorendo talune imprese o talune produzioni.

2. Se una Parte contraente reputa che una determinata pratica è incompatibile con il presente articolo, essa può adottare le misure necessarie nei modi e secondo le procedure di cui all'articolo 23.

Articolo 19

1. La Comunità estende, per i prodotti del Capitolo 73 della Nomenclatura di Bruxelles, di cui all'Accordo, l'applicazione dell'articolo 60 del Trattato che istituisce la Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio e delle sue decisioni d'applicazione alle vendite delle imprese, soggette alla sua giurisdizione, in territorio finlandese, assicurando nel contempo a tal fine una trasparenza adeguata dei prezzi di trasporto per le forniture in territorio finlandese.

2. In materia di prezzi la Finlandia garantisce per quanto riguarda le forniture sia sul territorio finlandese che nel Mercato comune dei prodotti del Capitolo 73 della Nomenclatura di Bruxelles di cui all'Accordo da parte delle imprese soggette alla sua giurisdizione:

— l'osservanza del divieto di concorrenza sleale,
— l'osservanza del principio di non discriminazione,
— la pubblicità dei prezzi alla partenza dal punto di parità scelto e delle condizioni di vendita,
— l'osservanza delle norme d'allineamento,

assicurando nel contempo a tal fine una trasparenza adeguata dei prezzi di trasporto.

La Finlandia adotta le misure necessarie per realizzare, in maniera continua, i medesimi effetti di quelli ottenuti dalle decisioni d'applicazione adottate dalla Comunità in tale materia.

Per quanto riguarda le forniture nel Mercato comune, la Finlandia garantisce anche l'osservanza delle decisioni della Comunità che vietano l'allineamento su offerte in provenienza da taluni Paesi terzi, tenendo conto delle disposizioni transitorie relative all'adesione della Danimarca e della Norvegia alla Comunità.

Per quanto riguarda le forniture nel mercato irlandese, la Finlandia assicura inoltre l'osservanza delle disposizioni transitorie che disciplinano l'adesione dell'Irlanda alla Comunità e che limitano le possibilità di allineamento su tale mercato.

La Comunità ha fornito alla Finlandia l'elenco delle decisioni di applicazione dell'articolo 60, delle decisioni *ad hoc* concernenti il divieto di allineamento, nonché le disposizioni transitorie relative ai mercati danese, norvegese e irlandese. Essa comunicherà anche ogni eventuale modifica delle decisioni di cui sopra, non appena adottate.

3. Se le offerte fatte da imprese finlandesi portano o minacciano di portare pregiudizio al buon funzionamento del mercato della Comunità o se le offerte fatte da imprese della Comunità portano o minacciano di portare pregiudizio al buon funzionamento del mercato finlandese e se tale pregiudizio è imputabile ad un'applicazione divergente delle norme stabilite in virtù dei paragrafi 1 e 2 o ad una violazione di tali norme da parte delle imprese in questione, la Parte contraente interessata può adottare le misure adeguate alle condizioni e secondo le procedure di cui all'articolo 23.

Articolo 20

Quando l'aumento delle importazioni di un determinato prodotto provoca o rischia di provocare un grave pregiudizio ad una attività produttiva esercitata all'interno del territorio di una delle Parti contraenti e quando questo aumento è dovuto:

— alla riduzione, parziale o totale, nella Parte contraente importatrice, dei dazi doganali e delle tasse di effetto equivalente su tale prodotto, prevista dal presente Accordo,

— ed al fatto che i dazi e le tasse di effetto equivalente riscossi dalla Parte contraente esportatrice sulle importazioni di materie prime o di prodotti intermedi, impiegati nella fabbricazione del prodotto in questione, sono sensibilmente inferiori ai dazi e alle imposizioni corrispondenti riscossi dalla Parte contraente importatrice,

la Parte contraente interessata può adottare le misure necessarie nei modi e secondo le procedure di cui all'articolo 23.

Articolo 21

Se una delle Parti contraenti constata pratiche di dumping nelle sue relazioni con l'altra Parte contraente, essa può adottare le misure necessarie contro tali pratiche conformemente all'Accordo relativo all'attuazione dell'articolo VI dell'Accordo generale sulle tariffe doganali ed il commercio, nei modi e secondo le procedure di cui all'articolo 23.

Articolo 22

In caso di serie perturbazioni in un settore dell'attività economica o di difficoltà tali da alterare gravemente una situazione economica regionale, la Parte contraente interessata può adottare le misure necessarie nei modi e secondo le procedure di cui all'articolo 23.

Articolo 23

1. Se una Parte contraente, sottopone le importazioni di prodotti suscettibili di provocare le difficoltà di cui agli articoli 20 e 22 ad una procedura amministrativa intesa a fornire prontamente informazioni circa l'evoluzione delle correnti commerciali, essa ne informa l'altra Parte contraente.

2. Nei casi di cui agli articoli da 17 a 22, prima di adottare le misure ivi previste, oppure appena possibile nei casi contemplati nel paragrafo 2, lettera *e*), la Parte contraente in causa fornisce al Comitato misto tutti gli elementi utili per consentire un esame approfondito della situazione, al fine di addivenire ad una soluzione accettabile per le Parti contraenti.

Devono essere scelte con priorità le misure che comportano meno perturbazioni nel funzionamento dell'Accordo.

Le misure di salvaguardia sono immediatamente notificate al Comitato misto e formano oggetto, in sede di questo, di consultazioni periodiche soprattutto al fine della loro soppressione, non appena le condizioni lo permettano.

3. Per l'attuazione del paragrafo 2 sono applicabili le seguenti disposizioni:

*a*) Per quanto riguarda l'articolo 18, ciascuna Parte contraente può adire il Comitato misto se reputa che una determinata pratica è incompatibile col buon funzionamento dell'Accordo ai sensi dell'articolo 18, paragrafo 1.

Le Parti contraenti comunicano al Comitato misto ogni informazione utile e gli forniscono l'assistenza necessaria per l'esame del caso e, se occorre, per l'eliminazione della pratica incriminata.

Se la Parte contraente in causa non ha messo fine alle pratiche incriminate nel termine fissato in sede di Comitato misto, oppure se quest'ultimo non raggiunge un accordo nel termine di tre mesi dal giorno in cui è stato adito, la Parte contraente interessata può adottare le misure di salvaguardia che ritiene necessarie per rimediare alle serie difficoltà risultanti dalle pratiche di cui trattasi, ed in particolare può procedere ad una revoca di concessioni tariffarie.

*b*) Per quanto riguarda l'articolo 19, le Parti contraenti comunicano al Comitato misto ogni informazione utile e gli prestano l'assistenza necessaria per l'esame del caso nonché, se occorre, di una sanzione adeguata della pratica di cui trattasi.

Se in sede di Comitato misto non viene raggiunto un accordo o, secondo il caso, se non si stabilisce una sanzione soddisfacente nei confronti dell'impresa colpevole, la Parte contraente interessata può adottare le misure che essa ritiene necessarie per rimediare alle difficoltà derivanti dall'applicazione divergente o dall'infrazione nonché ai rischi di distorsione della concorrenza. Tali misure possono consistere in particolare in una revoca di concessioni tariffarie e nella risoluzione per le imprese interessate dall'obbligo di rispettare le regole di prezzi nelle loro transazioni sul mercato dell'altra Parte contraente.

Le misure di salvaguardia sono immediatamente notificate al Comitato misto e formano oggetto, in sede di quest'ultimo, di consultazioni periodiche, in particolare per la loro soppressione non appena le condizioni lo permettono.

In caso di urgenza, la Parte contraente interessata può chiedere direttamente all'altra Parte contraente:

— di porre fine immediatamente alla pratica incriminata,

— di avviare una procedura di sanzione nei confronti dell'impresa colpevole.

La Parte contraente interessata che non consideri risolta la questione in modo soddisfacente, può avviare la procedura prevista in sede di Comitato misto.

*c*) Per quanto riguarda l'articolo 20, le difficoltà derivanti dalla situazione contemplata in tale articolo vengono notificate per esame al Comitato misto, che può adottare ogni decisione utile per porvi termine.

Se il Comitato misto o la Parte contraente esportatrice non adottano una decisione che ponga termine alle difficoltà nei trenta giorni successivi alla notifica, la Parte contraente importatrice è autorizzata a riscuotere una tassa compensatoria sul prodotto importato.

Detta tassa compensatoria è calcolata in funzione dell'incidenza che sul valore delle merci di cui trattasi hanno le disparità tariffarie constatate per le materie prime o per i prodotti intermedi incorporati.

*d*) Per quanto riguarda l'articolo 21, prima che la Parte contraente interessata adotti le misure adeguate si procede ad una consultazione in sede di Comitato misto.

*e*) Se circostanze eccezionali richiedenti un intervento immediato escludono un esame preventivo, la Parte contraente interessata può applicare senza indugio, nelle situazioni di cui agli articoli 20, 21 e 22, nonché nei casi di aiuti all'esportazione aventi un'incidenza diretta e immediata sugli scambi, le misure conservatorie strettamente necessarie per rimediare alla situazione.

Articolo 24

In caso di difficoltà o di grave minaccia di difficoltà nella bilancia dei pagamenti di uno o più Stati membri della Comunità o in quella della Finlandia, la Parte contraente interessata può adottare le misure di salvaguardia necessarie. Essa ne informa senza indugio l'altra Parte contraente.

Articolo 25

1. È istituito un Comitato misto incaricato di gestire l'Accordo e di curarne la corretta esecuzione. A tal fine, esso formula raccomandazioni. Esso adotta decisioni nei casi contemplati dall'Accordo. L'applicazione di tali decisioni è effettuata dalle Parti contraenti secondo le rispettive norme.

2. Ai fini della corretta esecuzione dell'Accordo, le Parti contraenti procedono a scambi di informazioni e, a richiesta di una di esse, si consultano in sede di Comitato misto.

3. Il Comitato misto adotta il proprio regolamento interno.

Articolo 26

1. Il Comitato misto è composto da rappresentanti delle Parti contraenti.

2. Il Comitato misto si pronuncia di comune accordo.

Articolo 27

1. La presidenza del Comitato misto è esercitata a turno da ciascuna delle Parti contraenti secondo le modalità che saranno previste dal suo regolamento interno.

2. Il Comitato misto si riunisce almeno una volta all'anno su iniziativa del suo presidente, per procedere ad un esame del funzionamento generale dell'Accordo.
Esso si riunisce, inoltre, ogni qualvolta lo esiga una necessità particolare, a richiesta di una delle Parti contraenti, secondo le condizioni che saranno stabilite nel suo regolamento interno.

3. Il Comitato misto può decidere di istituire ogni gruppo di lavoro atto ad assisterlo nell'espletamento dei suoi compiti.

Articolo 28

L'Allegato ed i Protocolli annessi all'Accordo fanno parte integrante di quest'ultimo.

Articolo 29

Ogni Parte contraente può denunciare l'Accordo con notifica all'altra Parte contraente. L'Accordo scade in un termine di tre mesi a decorrere dalla data di tale notifica.
Tuttavia, le Parti contraenti possono continuare ad applicare l'Accordo per un periodo non superiore a nove mesi a decorrere dalla data alla quale l'Accordo viene effettivamente a scadere.

Articolo 30

L'Accordo si applica, da un lato, ai territori in cui il Trattato che istituisce la Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio è applicabile nei modi previsti dal Trattato stesso e, dall'altro, al territorio della Repubblica di Finlandia.

Articolo 31

Il presente Accordo è redatto in duplice esemplare in lingua danese, finlandese, francese, inglese, italiana, olandese e tedesca, ciascuno di detti testi facenti ugualmente fede.
Il presente Accordo sarà approvato dalle Parti contraenti secondo le procedure che sono loro proprie.
Esso entra in vigore il 1° gennaio 1973, a condizione che prima di tale data le Parti contraenti si siano notificate l'espletamento delle procedure a tal fine necessarie.

In caso di applicazione dell'articolo 2, terzo comma della decisione del Consiglio delle Comunità Europee del 22 gennaio 1972, relativa all'adesione alla Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio del Regno di Danimarca, dell'Irlanda, del Regno di Norvegia e del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, il presente Accordo può entrare in vigore soltanto per gli Stati che hanno effettuato i depositi previsti da detto comma.

Dopo il 1º gennaio 1973, il presente Accordo entra in vigore il primo giorno del secondo mese successivo alla notifica di cui al terzo comma. La data ultima per tale notifica è il 30 novembre 1974.

Le disposizioni applicabili il 1º aprile 1973 sono applicate all'entrata in vigore del presente Accordo, se quest'ultima ha luogo dopo tale data.

FATTO a Bruxelles, addì cinque ottobre millenovecentosettantatré.

*Pour le Royaume de Belgique*

*Voor het Koninkrijk België :*
JOSEPH VAN DER MEULEN

*På Kongeriget Danmarks vegne :*
NIELS ERSBØLL

*Für die Bundesrepublik Deutschland :*
EBERHARD BOEMCKE

*Pour la République française :*
ETIENNE BURIN DES ROZIERS

*For Ireland :*
BRENDAN DILLON

*Per la Repubblica italiana :*
GIORGIO BOMBASSEI DE VETTOR

*Pour le Grand-Duché de Luxembourg :*
JEAN DONDELINGER

*Voor het Koninkrijk der Nederlanden :*
EMMANUEL SASSEN

*For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :*
MICHAEL PALISSER

*A nome della Commissione delle Comunità Europee :*
EDMUND WELLENSTEIN

*Suomen tasavallan puolesta :*
PENTTI TALVITIE

ALLEGATO

## LISTA DEI PRODOTTI DI CUI ALL'ARTICOLO 1 DELL'ACCORDO

| Numero della Nomenclatura di Bruxelles | DESIGNAZIONE DELLE MERCI |
|---|---|
| 26.01 | Minerali metallurgici, anche arricchiti; piriti di ferro arrostite (ceneri di piriti):<br>*A*) Minerali di ferro e piriti di ferro arrostite (ceneri di piriti):<br>II. — Altri<br>*B*) Minerali di manganese, compresi i minerali di ferro manganesiferi con tenore in manganese di 20 per cento o più in peso |
| 26.02 | Scorie, loppe, scaglie ed altri cascami della fabbricazione del ferro e dell'acciaio:<br>*A*) Polveri d'alto forno (polveri della bocca di alto forno) |
| 27.01 | Carboni fossili; mattonelle, ovoidi e combustibili solidi similari ottenuti da carboni fossili |
| 27.02 | Ligniti e agglomerati |
| 27.04 | Coke e semicoke di carbon fossile, di lignite e di torba:<br>*A*) Di carbon fossile:<br>II. — Altri<br>*B*) Di lignite |
| 73.01 | Ghise (compresa la ghisa specolare) gregge, in lingotti, pani, salmoni o masse |
| 73.02 | Ferro-leghe:<br>*A*) Ferro-manganese:<br>I. — Contenente, in peso, più di 2 per cento di carbonio (ferro-manganese carburato) |
| 73.03 | Rottami, cascami e avanzi di lavori di ghisa, di ferro o di acciaio |
| 73.05 | Polveri di ferro o d'acciaio; ferro e acciaio spugnoso (spugna):<br>*B*) Ferro e acciaio spugnoso (spugna) |
| 73.06 | Ferro e acciaio in masselli, lingotti o masse |
| 73.07 | Ferro e acciaio in blumi, billette, bramme e bidoni; ferro e acciaio semplicemente sbozzati per fucinatura o per battitura al maglio (sbozzi di forgia):<br>*A*) Blumi e billette:<br>I. — Laminati<br>*B*) Bramme e bidoni:<br>I. — Laminati |
| 73.08 | Sbozzi in rotoli per lamiere, di ferro o di acciaio |
| 73.09 | Larghi piatti di ferro o di acciaio |
| 73.10 | Barre di ferro o di acciaio, laminate o estruse a caldo o fucinate (compresa la vergella o bordione); barre di ferro o di acciaio ottenute o rifinite a freddo; barre forate di acciaio per la perforazione delle mine:<br>*A*) Semplicemente laminate o estruse a caldo<br>*D*) Placcate o lavorate alla superficie (lucidate, rivestite, ecc.):<br>I. — Semplicemente placcate:<br>*a*) Laminate o estruse a caldo |

*Segue:* LISTA DEI PRODOTTI DI CUI ALL'ARTICOLO 1 DELL'ACCORDO

| Numero della Nomenclatura di Bruxelles | DESIGNAZIONE DELLE MERCI |
|---|---|
| 73.11 | Profilati di ferro o di acciaio, laminati o estrusi a caldo, fucinati, o ottenuti o rifiniti a freddo; palancole di ferro o di acciaio, anche forate o fatte di elementi riuniti:<br>*A*) Profilati:<br>I. — Semplicemente laminati o estrusi a caldo<br>IV. — Placcati o lavorati alla superficie (lucidati, rivestiti, ecc.):<br>*a*) Semplicemente placcati:<br>1) Laminati o estrusi a caldo<br>*B*) Palancole |
| 73.12 | Nastri di ferro o di acciaio, laminati a caldo o a freddo:<br>*A*) Semplicemente laminati a caldo<br>*B*) Semplicemente laminati a freddo:<br>I. — Destinati alla fabbricazione della latta (presentati in rotoli) (*a*)<br>*C*) Placcati, rivestiti o altrimenti trattati alla superficie:<br>III. — Stagnati:<br>*a*) Latta<br>V. — Altri (ramati, ossidati artificialmente, laccati, nichelati, placcati, parcherizzati, litografati, ecc.):<br>*a*) Semplicemente placcati:<br>1) laminati a caldo |
| 73.13 | Lamiere di ferro o di acciaio laminato a caldo o a freddo:<br>*A*) Lamiere dette « magnetiche »<br>*B*) Altre lamiere:<br>I. — Semplicemente laminate a caldo<br>II. — Semplicemente laminate a freddo, dello spessore:<br>*b*) Di più di 1 mm. ma meno di 3 mm.<br>*c*) Di 1 mm. o meno<br>III. — Semplicemente lucidate, levigate a superficie specolare<br>IV. — Placcate, rivestite o altrimenti trattate alla superficie:<br>*b*) Stagnate:<br>1) Latta<br>2) Altre<br>*c*) Zincate o piombate<br>*d*) Altre (ramate, ossidate artificialmente, laccate, nichelate, verniciate, placcate, parcherizzate, litografate, ecc.)<br>V. — Altrimenti forgiate o lavorate:<br>*a*) Semplicemente tagliate in forma diversa dalla quadrata o rettangolare:<br>2) Altre |
| 73.15 | Acciai legati e acciai fini al carbonio, nelle forme indicate alle voci dal n. 73.06 al n. 73.14 incluso:<br>*A*) Acciai fini al carbonio:<br>I. — Lingotti, blumi, billette, bramme, bidoni:<br>*b*) Altri:<br>III. — Sbozzi in rotoli per lamiere<br>IV. — Larghi piatti<br>V. — Barre (comprese la vergella o bordione e le barre forate per la perforazione delle mine) e profilati:<br>*b*) Semplicemente laminati o estrusi a caldo:<br>*d*) Placcati o lavorati alla superficie (lucidati, rivestiti, ecc.):<br>1) Semplicemente placcati:<br>*aa*) Laminati o estrusi a caldo |

(*a*) Sono ammessi in questa sottovoce subordinatamente alle condizioni da stabilire dalle autorità competenti.

*Segue:* LISTA DEI PRODOTTI DI CUI ALL'ARTICOLO 1 DELL'ACCORDO

| Numero della Nomenclatura di Bruxelles | DESIGNAZIONE DELLE MERCI |
|---|---|
| 73.15 (seguito) | VI. — Nastri:<br>*a*) Semplicemente laminati a caldo<br>*c*) Placcati, rivestiti o altrimenti trattati alla superficie<br>1) Semplicemente placcati:<br>*aa*) Laminati a caldo<br>VII. — Lamiere:<br>*a*) Semplicemente laminate a caldo<br>*b*) Semplicemente laminate a freddo, dello spessore:<br>2) Inferiore a 3 mm.<br>*c*) Lucidate, placcate, rivestite o altrimenti trattate alla superficie<br>*d*) Altrimenti foggiate o lavorate:<br>1) Semplicemente tagliate in forma diversa dalla quadrata o dalla rettangolare<br>*B*) Acciai legati:<br>I. — Lingotti, blumi, billette, bramme, bidoni:<br>*b*) Altri<br>III. — Sbozzi in rotoli per lamiere<br>IV. — Larghi piatti<br>V. — Barre (comprese la vergella o bordione e le barre forate per la perforazione delle mine) e profilati:<br>*b*) Semplicemente laminati o estrusi a caldo<br>*d*) Placcati o lavorati alla superficie (lucidati, rivestiti, ecc.):<br>1) Semplicemente placcati:<br>*aa*) Laminati o estrusi a caldo<br>VI. — Nastri:<br>*a*) Semplicemente laminati a caldo<br>*c*) Placcati, rivestiti o altrimenti trattati alla superficie:<br>1) Semplicemente placcati:<br>*aa*) Laminati a caldo<br>VII. — Lamiere:<br>*a*) Lamiere dette « magnetiche »<br>*b*) Altre lamiere:<br>1) Semplicemente laminate a caldo<br>2) Semplicemente laminate a freddo dello spessore:<br>*bb*) Inferiore a 3 mm.<br>3) Lucidate, placcate, rivestite o altrimenti trattate alla superficie<br>4) Altrimenti foggiate o lavorate:<br>*aa*) Semplicemente tagliate in forma diversa dalla quadrata o dalla rettangolare |
| 73.16 | Elementi per la costruzione di strade ferrate, di ghisa, di ferro o di acciaio: rotaie, controrotaie, aghi, cuori, incroci e scambi, tiranti per aghi, rotaie a cremagliera, traverse, stecche, cuscinetti, cunei, piastre di appoggio, piastre di fissaggio, piastre e barre di scartamento e altri pezzi specialmente costruiti per la posa, la congiunzione e il fissaggio delle rotaie:<br>*A*) Rotaie:<br>II. — Altre<br>*B*) Controrotaie<br>*C*) Traverse<br>*D*) Stecche e piastre d'appoggio:<br>I. — Laminate |

## PROTOCOLLO N. 1

## RELATIVO ALLE RESTRIZIONI QUANTITATIVE CHE LA FINLANDIA PUÒ MANTENERE

1. In deroga all'articolo 9 dell'Accordo, la Finlandia può mantenere delle restrizioni quantitative sui seguenti prodotti:

| Numero della Nomenclatura di Bruxelles | DESIGNAZIONE DELLE MERCI |
|---|---|
| 27.01 | Carboni fossili; mattonelle, ovoidi e combustibili solidi similari ottenuti da carboni fossili |
| 27.04 | Coke e semi-coke di carbon fossile, di lignite e di torba |

2. Le restrizioni quantitative che la Finlandia può mantenere conformemente al paragrafo 1 del presente Protocollo sono applicate in modo da offrire agli esportatori della Comunità la possibilità, per i prodotti di cui al paragrafo 1, di entrare in concorrenza per una congrua parte del mercato finlandese, con altri fornitori a condizioni uguali ed eque, tenuto conto del normale sviluppo degli scambi.

## PROTOCOLLO N. 2

## RELATIVO ALLE DISPOSIZIONI CONCERNENTI I PAGAMENTI E I CREDITI COMMERCIALI

1. In deroga all'articolo 14 dell'Accordo, la Finlandia può mantenere, fintanto che resti in vigore la decisione del Consiglio dell'OECD del 23 luglio 1968 o ogni nuova decisione avente lo stesso oggetto, le restrizioni concernenti:

— i crediti all'importazione direttamente connessi a transazioni commerciali di durata superiore a sei mesi, accordati da non residenti a residenti;

— i crediti direttamente connessi a transazioni commerciali, accordati da istituti di credito finlandesi a non residenti.

2. Tali deroghe formano oggetto di consultazioni in sede di Comitato misto in particolare se ne risultano difficoltà negli scambi.

# ATTO FINALE

I rappresentanti

DEL REGNO DEL BELGIO,

DEL REGNO DI DANIMARCA,

DELLA REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA,

DELLA REPUBBLICA FRANCESE,

DELL'IRLANDA,

DELLA REPUBBLICA ITALIANA,

DEL GRANDUCATO DI LUSSEMBURGO,

DEL REGNO DEI PAESI BASSI,

DEL REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E D'IRLANDA DEL NORD,

Stati membri della Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio,

DELLA COMUNITÀ EUROPEA DEL CARBONE E DELL'ACCIAIO,

E DELLA REPUBBLICA DI FINLANDIA,

riuniti a Bruxelles, il 5 ottobre 1973

per la firma dell'Accordo tra gli Stati membri della Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio, la Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio, da un lato, e la Repubblica di Finlandia, dall'altro, hanno, al momento della firma di questo Accordo,

— adottato la seguente dichiarazione, allegata al presente Atto:

Dichiarazione interpretativa relativa alla definizione della nozione di « Parti contraenti » che figura nell'Accordo,

— preso atto delle dichiarazioni seguenti, allegate al presente Atto:

1. Dichiarazione della Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio relativa all'articolo 18, paragrafo 1 dell'Accordo.

2. Dichiarazione del Governo della Repubblica Federale di Germania concernente l'applicazione dell'Accordo a Berlino.

FATTO a Bruxelles, addì cinque ottobre millenovecentosettantatré.

*Pour le Royaume de Belgique*

*Voor het Koninkrijk België:*
JOSEPH VAN DER MEULEN

*På Kongeriget Danmarks vegne:*
NIELS ERSBØLL

*Für die Bundesrepublik Deutschland:*
EBERHARD BOEMCKE

*Pour la République française:*
ETIENNE BURIN DES ROZIERS

*For Ireland:*
BRENDAN DILLON

*Per la Repubblica italiana:*
GIORGIO BOMBASSEI DE VETTOR

*Pour le Grand-Duché de Luxembourg:*
JEAN DONDELINGER

*Voor het Koninkrijk der Nederlanden:*
EMMANUEL SASSEN

*For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:*
MICHAEL PALISSER

*A nome della Commissione delle Comunità Europee:*
EDMUND WELLENSTEIN

*Suomen tasavallan puolesta:*
PENTTI TALVITIE

# DICHIARAZIONI

## Dichiarazione interpretativa relativa alla definizione della nozione di « Parti contraenti » che figura dall'Accordo

Le Parti contraenti convengono di interpretare l'Accordo nel senso che l'espressione « Parti contraenti », figurante in detto Accordo, significa, da un lato, la Comunità e gli Stati membri o, separatamente, gli Stati membri, o la Comunità e d'altro canto la Finlandia. Il senso da dare, in ogni caso, a questa espressione sarà desunto dai provvedimenti in causa dell'Accordo, come dalle disposizioni corrispondenti del Trattato che istituisce la Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio.

## Dichiarazione della Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio relativa all'articolo 18, paragrafo 1 dell'Accordo

La Comunità Economica Europea dichiara che, nel quadro dell'attuazione autonoma dell'articolo 18, paragrafo 1 dell'Accordo che incombe alle Parti contraenti, essa valuterà le pratiche contrarie alle disposizioni di detto articolo sulla base dei criteri risultanti dall'applicazione delle norme contenute nell'articolo 4, lettera *c*), nell'articolo 65, nell'articolo 66, paragrafo 7, del Trattato che istituisce la Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio.

## Dichiarazione del Governo della Repubblica Federale di Germania concernente l'applicazione dell'Accordo a Berlino

L'Accordo è applicabile anche al Land di Berlino sempreché il Governo della Repubblica Federale di Germania non faccia una dichiarazione in senso contrario nel termine di tre mesi a decorrere dall'entrata in vigore dell'Accordo.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
RUMOR

LEGGE 5 maggio 1976, n. **384.**

**Approvazione ed esecuzione dello scambio di note tra il Governo della Repubblica italiana e l'Agenzia internazionale dell'energia atomica (AIEA) concernente i contributi al finanziamento del Centro internazionale di fisica teorica di Trieste, firmato a Vienna il 7-8 agosto 1974.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato lo scambio di note tra il Governo della Repubblica italiana e l'Agenzia internazionale dell'energia atomica (AIEA) concernente i contributi al finanziamento del Centro internazionale di fisica teorica di Trieste, firmato a Vienna il 7-8 agosto 1974.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data allo scambio di note di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità alla clausola finale dello scambio di note stesso.

Art. 3.

All'onere derivante dall'attuazione della presente legge nell'anno 1975 valutato in complessive L. 335.000.000 si provvede quanto a L. 112.000.000 a carico del capitolo 5381 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'anno 1974, intendendosi all'uopo prorogato il termine di utilizzo di cui alla legge 27 febbraio 1955, n. 64, e quanto a L. 223.000.000 mediante riduzione del capitolo 9001 del predetto stato di previsione per l'anno 1975. All'onere relativo all'anno 1976, valutato in L. 223.000.000, si provvede mediante riduzione del capitolo 9001 dello stato di previsione della spesa del predetto Ministero per l'anno finanziario medesimo.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 maggio 1976

LEONE

MORO — RUMOR — ANDREOTTI — COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli*: BONIFACIO

AMBASCIATA D'ITALIA

Vienne, le 7 août 1974

Monsieur le Directeur Général,

Me référant à la lettre UNESCO-AIEA du 2 août 1972, référence F/–, j'ai l'honneur de vous communiquer, suivant instructions du Ministère des Affaires Etrangères, que le Gouvernement italien est disposé à renouveler pour les quatre prochaines années — c'est à dire pour la période allant du 1er juillet 1974 au 30 juin 1978 — les arrengements financiers visés à l'art. V de l'accord du 11 octobre 1963, concernant la création du « Centre international de physique theorique » de Trieste.

Le Gouvernement italien est disposé à augmenter sa contribution annuelle au Centre ci-dessus mentionné pour la dite période et à la porter à 350.000 dollars USA, à condition que l'AIEA augmente aussi sa contribution annuelle au financement du Centre et la porte à 200.000 dollars USA pour la même période.

J'ai aussi l'honneur de vous proposer que la présente lettre, et votre réponse, constituent un accord qui entrera en vigueur à la date où les parties contractantes auront procédé à l'échange des notifications confirmant que les procédures pour l'entrée en vigueur de l'accord sont remplies.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, les assurances de ma très haute considération.

*Représentant Permanent*
*d'Italie auprès de l'AIEA*
ANDREA CAGIATI

Monsieur SIGVARD EKLUND
Directeur Général de l'AIEA
VIENNE

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

Vienne, le 8 août 1974

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de me référer à la lettre de Votre Excellence du 7 août 1974 qui est rédigée comme suit:

« Me référant à la lettre UNESCO-AIEA du 2 août 1972, référence F/–, j'ai l'honneur de vous communiquer, suivant instructions du Ministère des affaires étrangères, que le Gouvernement italien est disposé à renouveler pour les quatre prochaines années — c'est-à-dire pour la période allant du 1er juillet 1974 au 30 juin 1978 — les arrangements financiers visés à l'article V de l'accord du 11 octobre 1963, concernant la création du « Centre international de physique théorique » de Trieste.

Le Gouvernement italien est disposé à augmenter sa contribution annuelle au Centre ci-dessus mentionné pour ladite période et à la porter à 350.000 dollars USA, à condition que l'AIEA augmente aussi sa contribution annuelle au financement du Centre et la porte à 200.000 dollars USA pour la même période.

J'ai aussi l'honneur de vous proposer que la présente lettre et votre réponse constituent un accord qui entrera en vigueur à la date où les parties contractantes auront procédé à l'échange des notifications confirmant que les procédures pour l'entrée en vigueur de l'accord sont remplies ».

J'ai également l'honneur de vous faire savoir que les dispositions indiquées ci-dessus concernant le financement du Centre international de physique théorique à Trieste sont acceptables pour l'Agence. Je porterai cet échange de lettres à la connaissance du Conseil lors de sa série de réunions de septembre et je pense que nous pourrons prendre contact immédiatement après.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

*Directeur général*
*par intérim*
Y. TCHERNILINE

Son Excellence
Monsieur ANDREA CAGIATI
Ambassadeur de la République italienne
Représentant permanent auprès de l'AIEA
Rennweg 27
1030 VIENNE

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
RUMOR

TRADUZIONE NON UFFICIALE

*N.B.* — Il testo facente fede è unicamente quello in lingua francese.

AMBASCIATA D'ITALIA

Vienna, 7 agosto 1974

Signor Direttore Generale,

facendo riferimento alla lettera UNESCO-AIEA del 2 agosto 1972, riferimento F/–, ho l'onore di comunicarLe, seguendo le istruzioni del Ministero degli Affari Esteri, che il Governo italiano è disposto a rinnovare per i prossimi quattro anni — cioè per il periodo che va dal 1º luglio 1974 al 30 giugno 1978 — le disposizioni finanziarie previste nell'Articolo V dell'Accordo dell'11 ottobre 1963, concernente la creazione del « Centro internazionale di fisica teorica » di Trieste.

Il Governo italiano è disposto ad aumentare il suo contributo annuale al predetto Centro per detto periodo, portandolo a 350.000 dollari USA, a condizione che anche l'AIEA aumenti il suo contributo annuale al finanziamento del Centro, portandolo a 200.000 dollari USA per lo stesso periodo.

Ho l'onore anche di proporLe che la presente lettera e la Sua risposta costituiscano un Accordo che entrerà in vigore aella data in cui le Parti Contraenti si saranno scambiate le notifiche che confermano l'avvenuto adempimento delle procedure per l'entrata in vigore dell'Accordo.

Voglia gradire, Signor Direttore Generale, l'assicurazione della mia più alta considerazione.

*Rappresentante Permanente*
*d'Italia presso l'AIEA*
ANDREA CAGIATI

Signor SIGVARD EKLUND
Direttore Generale dell'AIEA
VIENNA

## AGENZIA INTERNAZIONALE DELL'ENERGIA ATOMICA

Vienna, 8 agosto 1974

Signor Ambasciatore,

ho l'onore di riferirmi alla lettera di Vostra Eccellenza del 7 agosto 1974 che è redatta come segue:

« Facendo riferimento alla lettera UNESCO-AIEA del 2 agosto 1972, riferimento F/–, ho l'onore di comunicarLe, seguendo le istruzioni del Ministero degli Affari Esteri, che il Governo italiano è disposto a rinnovare per i prossimi quattro anni — cioè per il periodo che va dal 1° luglio 1974 al 30 giugno 1978 — le disposizioni finanziarie previste nell'Articolo V dell'Accordo dell'11 ottobre 1963, concernente la creazione del « Centro internazionale di fisica teorica » di Trieste.

Il Governo italiano è disposto ad aumentare il suo contributo annuale al predetto Centro per detto periodo, portandolo a 350.000 dollari USA, a condizione che anche l'AIEA aumenti il suo contributo annuale al finanziamento del Centro, portandolo a 200.000 dollari USA per lo stesso periodo.

Ho l'onore anche di proporLe che la presente lettera e la Sua risposta costituiscano un Accordo che entrerà in vigore alla data in cui le Parti Contraenti si saranno scambiate le notifiche che confermano l'avvenuto adempimento delle procedure per l'entrata in vigore dell'Accordo ».

Ho anche l'onore d'informarLa che le disposizioni indicate qui sopra e concernenti il finanziamento del Centro Internazionale di Fisica Teorica di Trieste sono accettabili per l'Agenzia. Sottoporrò questo scambio di lettere all'esame del Consiglio durante la sua serie di riunioni di settembre e penso che potremo metterci in contatto subito dopo.

Voglia gradire, Signor Ambasciatore, l'assicurazione della mia più alta considerazione.

*Direttore Generale*
*ad interim*
Y. TCHERNILINE

Sua Eccellenza
Signor ANDREA CAGIATI
Ambasciatore della Repubblica Italiana
Rappresentante Permanente presso l'AIEA
Rennweg 27
1030 VIENNA

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(6651093/1) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.